

9

MINISTERE DES AFFAIRES EXTERIEURES

RAPPORT ANNUEL, 1988-89

ACCESS A L'INFORMATION ET PROTECTION
DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

JUIN 89

MINISTERE DES AFFAIRES EXTERIEURES

RAPPORT ANNUEL, 1988-89

ACCESS A L'INFORMATION ET PROTECTION

DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

JUIN 89

TABLES DES MATIERES

	<u>PAGE</u>
PREFACE	1
ORGANISATION ET MISE EN APPLICATION	3
<u>CHAPITRE I - ACCES A L'INFORMATION</u>	
Rapport statistique	7
Salle de consultation	8
Voies officielles et voies officieuses	8
Instrument de délégation	8
<u>CHAPITRE II - PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS</u>	
Rapport statistique	10
Voies officielles et voies officieuses	11
Instrument de délégation	11
Divulgations en vertu de l'alinéa 8(2)(e)	11
Usage et divulgation	11
Vérifications	11
Annexe A - Rapport concernant la Loi sur l'accès à l'information	
Annexe B - Instrument de délégation	
Annexe C - Rapport concernant la Loi sur la protection des renseignements personnels	
Annexe D - Instrument de délégation	

P R E F A C E

RESPONSABILITES

Le ministère des Affaires extérieures est chargé en premier lieu de la promotion et de la protection des intérêts du Canada à l'étranger ainsi que de la conduite des relations du Canada avec les autres pays. Ses principales fonctions consistent: à représenter efficacement le Canada à l'étranger et auprès d'organisations internationales par des relations étroites, des communications et des négociations avec d'autres gouvernements et organisations; à évaluer les informations de nature politique, économique ou autre, susceptibles d'influencer les intérêts du Canada; à fournir des avis au gouvernement en consultant les autres ministères, sur la formulation et la mise en oeuvre de politiques et de programmes ayant une portée internationale; à coordonner le volet extérieur et la mise en oeuvre des politiques nationales en matière de promotion des exportations, de défense et de sécurité, d'aide au développement, d'immigration, et d'échanges culturels et scientifiques; à montrer le caractère bilingue et multiculturel de la société canadienne aux autres peuples; et à protéger les citoyens canadiens à l'étranger et à leur venir en aide.

En 1981 et 1982 le ministère des Affaires extérieures a procédé à une réorganisation importante et son mandat a été prorogé. Les opérations étrangères du Service de l'immigration sont intégrées au Ministère en 1981. En 1982, les responsabilités associées aux échanges commerciaux et aux opérations de commerce extérieur sont transférées au Ministère.

ORGANISATION ET MISE EN APPLICATION

Le conseiller principal et coordonnateur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels oeuvre sous la direction du Sous-secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures. Le Bureau du coordonnateur est responsable d'élaborer, coordonner et implanter les politiques, lignes directrices et procédures pour assurer que le ministère des Affaires extérieures se conforme aux exigences de la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels. Le Bureau sert également de point de contact pour l'enregistrement de la collecte de renseignements et les sondages sur l'opinion publique. De plus, il est responsable de la revue des dossiers inactifs du Ministère qui doivent être transférés aux Archives nationales.

Le Bureau d'AIPRP est constitué de quatre agents et trois employés de soutien qui s'occupent à temps complet de l'administration des deux Lois. Toutes les demandes au ministère des Affaires extérieures en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels, qu'elles soient soumises au Canada ou à un des postes à l'étranger, sont traitées par le Bureau du coordonnateur à Ottawa. Parfois, le traitement d'une demande exige que l'on obtienne les dossiers ou des renseignements d'un poste à l'étranger - un processus qui peut prendre quelques semaines.

Le Gouvernement du Canada reçoit des documents et des renseignements qui sont fournis à titre confidentiel par les gouvernements des Etats étrangers. Par conséquent, il s'avère nécessaire pour le Bureau d'entreprendre des consultations avec les gouvernements étrangers. Normalement, ces consultations prennent de six à huit semaines à compléter et se déroulent par l'entremise de nos postes à l'étranger. Aussi, les institutions fédérales sont encouragées à consulter le ministère des Affaires extérieures afin qu'il puisse déterminer jusqu'à quel point les renseignements ont été fournis à titre confidentiel ou que leur divulgation porterait préjudice à la conduite des affaires internationales. Le ministère accumule une quantité appréciable de renseignements commerciaux fournis par des compagnies oeuvrant à l'étranger, exigeant qu'il consulte ces tiers de manière régulière. L'unité d'AIPRP s'occupe également de demandes de déclassification et de divulgation de documents canadiens soumises par les gouvernements étrangers.

Le Bureau a procédé à la mise en oeuvre de certaines recommandations formulées par le Bureau des conseillers en gestion, relativement à l'élaboration d'une base de données ainsi qu'un système de recherche de données plus compréhensible afin de faciliter l'administration de la législation aux Affaires extérieures.

CHAPITRE I - ACCES A L'INFORMATION

RAPPORT STATISTIQUE - INTERPRETATION/EXPLICATIONS

Le ministère des Affaires extérieures a reçu 257 demandes sous la Loi sur l'accès à l'information durant la période visée par le présent rapport. Soixante demandes étaient reportées de l'année précédente. De ces 317 demandes, 264 ont été complétées durant l'année financière 1988-89. Ceci représente une augmentation nette de 30% depuis l'année dernière. La complexité des demandes et le nombre volumineux de documents traités relativement à ces requêtes ont exigé des prorogations de délais dans la majorité des cas.

Les demandes complétées ont été traitées comme suit:

Communication totale	74
Communication partielle	108
Aucune communication (exemption)	3
Aucune communication (exclusion)	1
Transmission	9
Traitement impossible	26
Abandon	35
Traitement officieux	<u>8</u>
Total:	264

Les demandes dans la catégorie "abandon" ont généralement trait aux frais de présentation ou autre qui n'ont pas été payés. Bien que le rapport statistique ne tienne pas compte des activités associées au traitement de demandes de consultation qui proviennent des autres institutions, le Ministère en a reçu 185 qui ont exigé la révision de 15,000 pages.

Voici, en pourcentage, l'origine des demandes:

Médias	27%
Maisons d'enseignement	2%
Les entreprises	25%
D'autres organismes	8%
Le public	38%

Les coûts actuels sont extrêmement difficiles à jauger. Ce nonobstant, le montant de \$2,800 par demande établi par le Conseil du trésor semble refléter les coûts réels aux Affaires

extérieures. Par conséquent, le traitement des 264 demandes aurait coûté \$839,200 au Ministère.

Veillez consulter l'annexe A pour le rapport statistique complet.

SALLE DE CONSULTATION

Une salle de consultation est ouverte au public dans un endroit adjacent au Bureau d'AIPRP. Tous les manuels en usage au Ministère sont à la disposition des requérants. Durant la période visée par le présent rapport, plusieurs personnes ont choisi de visiter la salle de consultation pour revoir des documents identifiés en réponse à leur demande, plutôt que de payer des frais de photocopie élevés.

VOIES OFFICIELLES ET VOIES OFFICIEUSES

Comme la Loi vise plutôt à compléter qu'à remplacer les pratiques actuelles en matière d'accès à l'information, les demandes non officielles peuvent être adressées au Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels, ainsi qu'aux directions générales du Ministère, au Cabinet du Ministre, au service des relations avec le médias et à la Bibliothèque.

Bien que le Bureau ne traite que les demandes officielles, le coordonnateur passe beaucoup de temps à consulter les directions générales concernées afin de s'assurer que les réponses aux demandes non officielles sont conformes aux dispositions des deux Lois.

INSTRUMENT DE DELEGATION

Il n'y a aucun changement depuis le dernier rapport. Vous trouverez à l'annexe B la liste des cadres, par poste, auxquels le Ministre a délégué les pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi.

CHAPITRE II - PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS

RAPPORT STATISTIQUE - INTERPRETATION/EXPLICATIONS

Durant la période visée par le présent rapport, 47 demandes sous la Loi sur la protection des renseignements personnels ont été reçues par le ministère des Affaires extérieures. Huit demandes étaient reportées de l'année précédente. De ces 55 demandes, 48 ont été complétées comme suit:

Communication totale	13
Communication partielles	10
Aucune communication (exemption)	9
Traitement impossible	11
Abandon	1
Transmission	<u>4</u>
Total:	48

Certains cas exigent que l'on obtienne des documents de postes à l'étranger. Il n'a pas été possible de compléter le traitement de 6 demandes dans les 60 premiers jours.

Le Coordonnateur agit comme conseiller principal sur la protection des renseignements personnels. A ce titre, il a examiné, entre autres, des questions importantes en matière de politiques ministérielles portant sur le maniment de dossiers et la protection de renseignements qui se trouvent dans les dossiers des employés. Les séries de sessions d'instruction sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels commencées en 1987 ont continué en 1988; elles étaient surtout destinées aux nouveaux chefs de missions, aux cadres et à la Direction du personnel. Ces sessions d'information ont grandement augmenté la prise de connaissance des principes qui soulignent la protection de la vie privée. Par conséquent, le Bureau du coordonnateur est consulté journalièrement relativement à la divulgation des renseignements personnels. Les demandes informelles de renseignements personnels sont également traitées par le Bureau du Coordonnateur.

En général, les coûts reflètent les dépenses en personnel. La meilleure prise de connaissances des principes qui régissent la protection de la vie privée à Ottawa et aux postes à l'étranger, apporte des questions importantes qui exigent l'élaboration de politiques sur les questions soulevées. Les coûts déclarés de \$142,000 à l'annexe C ne sont qu'un estimé des ressources ministérielles dévouées à la protection de la vie privée.

VOIES OFFICIELLES ET VOIES OFFICIEUSES

Il n'y a aucun changement depuis le dernier rapport. Les employés du Ministère continuent à accéder aux dossiers du personnel de manière informelle. Le volume de ces requêtes officieuses est égal au non plus grand que, le nombre de demandes formelles, ou même plus grand.

INSTRUMENT DE DELEGATION

Il n'y a aucun changement depuis le dernier rapport. Vous trouverez à l'annexe D, par poste, une liste des cadres auxquels le Ministre a délégué les pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi.

DIVULGATION EN VERTU DE L'ALINEA 8(2)(E)

Cent sept demandes de divulgation en vertu de l'alinéa 8(2)(e) ont été reçues et traitées par le ministère des Affaires extérieures. Généralement, le Ministère se conforme à ces demandes pourvu qu'elles soient présentées par écrit et répondent aux exigences du Conseil du Trésor.

USAGE ET DIVULGATION

Puisque le ministère des Affaires extérieures n'est responsable que d'un nombre restreint de fichiers de renseignements personnels, la mise en l'application du code régissant l'usage et la divulgation de ces renseignements n'a pas posé de problème. Tous les fichiers et toutes les catégories de renseignements personnels sont passés en revue annuellement, dans le cadre de la contribution du Ministère à la préparation du Bulletin et du Répertoire des renseignements personnels.

VERIFICATIONS

Aucune vérification n'a été effectuée par le Bureau du Commissaire à la protection de la vie privée.

ANNEXE A

REPORT ON THE ACCESS TO INFORMATION ACT
RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

Government of Canada / Gouvernement du Canada

Institution Ministère des Affaires extérieures	Reporting period / Période visée par le rapport 1 avril 1988 - 31 mars 1989
--	---

Source	Media / Médias 72	Academia / Secteur universitaire 5	Business / Secteur commerciale 67	Organization / Organisme 20	Public 100
--------	----------------------	---------------------------------------	--------------------------------------	--------------------------------	---------------

I Requests under the Access to Information Act / Demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

Received during reporting period / Reçues pendant la période visée par le rapport	257
Outstanding from previous period / En suspens depuis la période antérieure	60
TOTAL	317
Completed during reporting period / Traitées pendant la période visée par le rapport	264
Carried forward / Reportées	53

II Disposition of requests completed / Dispositions prises à l'égard des demandes traitées

1. All disclosed / Communication totale	74	6. Unable to process / Traitement impossible	26
2. Disclosed in part / Communication partielle	108	7. Abandoned by applicant / Abandon de la demande	35
3. Nothing disclosed (excluded) / Aucune communication (exclusion)	1	8. Treated informally / Traitement non officiel	8
4. Nothing disclosed (exempt) / Aucune communication (exemption)	3	TOTAL	264
5. Transferred / Transmission	9		

III Exemptions invoked / Exceptions invoquées

S. Art. 13 (1) (a)	34	S. Art. 16 (1) (a)	2	S. Art. 18 (b)	1	S. Art. 21 (1) (a)	44
(b)	7	(b)		(c)		(b)	37
(c)	2	(c)	3	(d)	2	(c)	20
(d)	1	(d)		S. Par. 19 (1)	74	(d)	2
S. A. 14	7	S. Par. 16 (2)	1	S. Art. 20 (1) (a)	4	S. A. 22	
S. A. 15 (1) International rel. / Relations inter.	74	S. Par. 16 (3)		(b)	11	S. A. 23	10
Defence / Défense		S. A. 17	2	(c)	12	S. A. 24	
Subversive activities / Activités subversives		S. Art. 18 (a)	2	(d)	10	S. A. 26	

IV Exclusions cited / Exclusions citées

S. Art. 68 (a)		S. Art. 69 (1) (c)	11
(b)		(d)	7
(c)		(e)	11
S. Art. 69 (1) (a)	19	(f)	1
(b)		(g)	16

V Completion time / Délai de traitement

30 days or under / 30 jours ou moins	110
31 to 60 days / De 31 à 60 jours	54
61 to 120 days / De 61 à 120 jours	33
121 days or over / 121 jours ou plus	67

VI Extensions / Prorogations

	30 days or under / 30 jours ou moins	31 days or over / 31 jours ou plus
Searching / Recherche	6	2
Consultation	37	32
Third party / Tiers		
TOTAL	43	34

VII Translations / Traductions

Translations requested / Traductions demandées		
Translations prepared / Traductions préparées	English to French / De l'anglais au français	
	French to English / Du français à l'anglais	

VIII Method of access / Méthode de consultation

Copies given / Copies de l'original	187
Examination / Examen de l'original	2
Copies and examination / Copies et examen	

X Fees / Frais

Net fees collected / Frais net perçus		
Application fees / Frais de demande	1245	Preparation / Préparation
Reproduction	1102.60	Computer processing / Traitement informatique
Searching / Recherche		TOTAL
		2347.60
Fees waived / Frais auxquels on renonce		No. of times / Nombre de fois
\$5.00 or under / \$5.00 ou moins		\$
Over \$25.00 / le plus de 25.00\$		\$

X Costs / Coûts

Financial (all reasons) / Financiers (raisons)	
Salary / Traitement	\$709,000*
Administration (O and M) / Administration (fonctionnement et maintien)	\$130,000
TOTAL	\$839,000
Person year utilization (all reasons) / Années-personnes utilisées (raisons)	
Person year (decimal format) / Années-personnes (nombre décimal)	.

* Ceci représente une estimation des dépenses salariales de l'unité d'AIPRP ainsi que celles des autres employés du Ministère qui dépendent du temps sur les questions d'accès.

The Rt. Hon. Joe Clark, P.C., M.P.
Secretary of State for External Affairs



Le très hon. Joe Clark, C.P., député
Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures

Canada

OTTAWA, Ontario
K1A 0G2

Arrêté sur la délégation en vertu de la Loi sur l'accès
à l'information

En vertu de l'article 73 de la Loi sur l'accès
à l'information, le Secrétaire d'Etat aux Affaires
extérieures délègue aux titulaires des postes mentionnés
à l'annexe ci-après, ainsi qu'aux personnes occupant à
titre intérimaire lesdits postes, les attributions dont
il est, en qualité de responsable d'une institution
fédérale, investi par la Loi. Le présent document
remplace et annule celui daté du 7 novembre 1984.

ANNEXE

Poste

1. Sous-secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires
extérieures
2. Sous-ministre, Commerce extérieur
3. Sous-ministre adjoint, Affaires politiques et
Sécurité internationale
4. Coordonnateur, Accès à l'information et protection
des renseignements personnels

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'J. Clark'.

DATE le 19 juin 1986



REPORT ON THE PRIVACY ACT / RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Institution Ministère des Affaires extérieures	Reporting period / Période visée par le rapport 1 avril 1988 - 31 mars 1989
--	---

I Requests under the Privacy Act / Demandes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

Received during reporting period / Reçus pendant la période visée par le rapport	47
Outstanding from previous period / En suspens depuis la période antérieure	8
TOTAL	55
Completed during reporting period / Traités pendant la période visée par le rapport	48
Carried forward / Reportés	7

II Disposition of requests completed / Dispositions prises à l'égard des demandes traitées

1. All disclosed / Communication totale	13
2. Disclosed in part / Communication partielle	10
3. Nothing disclosed (excluded) / Aucune communication (exclusion)	
4. Nothing disclosed (exempt) / Aucune communication (exemption)	9
5. Unable to process / Traitement impossible	11
6. Abandoned by applicant / Abandon de la demande	1
7. Transferred / Transmission	4
TOTAL	48

III Exemptions invoked / Exceptions invoquées

S. 18 (2) / Par. 18 (2)	
S. 19 (1) (a) / Art. 19 (1) (a)	1
(b)	
(c)	
(d)	
S. 20 / Art. 20	
S. 21 / Art. 21	9
S. 22 (1) (a) / Art. 22 (1) (a)	10
(b)	4
(c)	
S. 22 (2) / Par. 22 (2)	
S. 23 (a) / Art. 23 (a)	
(b)	
S. 24 / Art. 24	
S. 25 / Art. 25	
S. 26 / Art. 26	8
S. 27 / Art. 27	1
S. 28 / Art. 28	

IV Exclusions cited / Exclusions citées

S. 69 (1) (a) / Art. 69 (1) (a)	
(b)	
S. 70 (1) (a) / Art. 70 (1) (a)	
(b)	
(c)	
(d)	
(e)	
(f)	

V Completion time / Délai de traitement

30 days or under / 30 jours ou moins	30
31 to 60 days / De 31 à 60 jours	12
61 to 120 days / De 61 à 120 jours	2
121 days or over / 121 jours ou plus	4

VI Extensions of delays / Prorogations des délais

	30 days or under / 30 jours ou moins	31 days or over / 31 jours ou plus
Interference with operations / Interruption des opérations		
Consultation	1	
Translation / Traduction		
TOTAL		

VII Translations / Traductions

Translations requested / Traductions demandées		
Translations prepared / Traductions préparées	English to French / De l'anglais au français	
	French to English / Du français à l'anglais	

VIII Method of access / Méthode de consultation

Copies given / Copies de l'original	22
Examination / Examen de l'original	
Copies and examination / Copies et examen	1

IX Corrections and notation / Corrections et mention

Corrections requested / Corrections demandées	
Corrections made / Corrections effectuées	
Notation attached / Mention annexée	

X Costs / Coûts

Financial (all reasons) / Financiers (raisons)	
Salary / Traitement	\$30,000
Administration (O and M) / Administration (fonctionnement et maintien)	\$12,000
TOTAL	\$42,000
Person year utilization (all reasons) / Année-personnes utilisées (raisons)	
Person year (decimal format) / Année-personnes (nombre décimal)	

The Rt. Hon. Joe Clark, P.C., M.P.
Secretary of State for External Affairs



Canada

Le très hon. Joe Clark, C.P., député
Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures

OTTAWA, Ontario
K1A 0G2

Arrêté sur la délégation en vertu de la Loi sur la
protection des renseignements personnels

En vertu de l'article 73 de la Loi sur la protection des renseignements personnels, le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures délègue aux titulaires des postes mentionnés à l'annexe ci-après, ainsi qu'aux personnes occupant à titre intérimaire lesdits postes, les attributions dont il est, en qualité de responsable d'une institution fédérale, investi par les articles de la Loi mentionnés dans l'annexe en regard de chaque poste. Le présent document remplace et annule celui daté du 7 novembre 1984.

ANNEXE

<u>Poste</u>	<u>Article(s) de la Loi sur la protection des renseignements personnels</u>
1. Sous-secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires extérieures	Tous les articles
2. Sous-ministre, Commerce extérieur	Tous les articles
3. Sous-ministre adjoint, Affaires politiques et Sécurité internationale	Tous les articles
4. Coordonnateur, Accès à l'information et protection des renseignements personnels	Tous les articles
5. Chef de poste ou de mission	Alinéa 8(2) (m)

DATE le 19 juin 1986

DOCS

CA1
EA
A13
1989

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS

ACCESS TO INFORMATION

AND PRIVACY

ANNUAL REPORT 1988-89

JUNE 1989

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS

ACCESS TO INFORMATION

AND PRIVACY

ANNUAL REPORT 1988-89

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures
OTTAWA

OCT 31 1989

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

JUNE 1989

TABLE OF CONTENTS

	<u>PAGE</u>
PREFACE	1
ORGANIZATION AND IMPLEMENTATION	3
 <u>PART I - ACCESS TO INFORMATION</u>	
Statistical Report	7
Reading Room	8
Formal/Informal Interface	8
Designation Order	8
 <u>PART II - PRIVACY</u>	
Statistical Report	10
Formal/Informal Interface	10
Designation Order	11
Disclosure under 8(2)(e)	11
Use and Disclosure	11
Audits	11
 Annex A - Report on the Access to Information Act	
Annex B - Designation Order	
Annex C - Report on the Privacy Act	
Annex D - Designation Order	

P R E F A C E

RESPONSIBILITIES

The Department of External Affairs has the primary responsibility for the promotion and protection of Canada's interests abroad and the conduct of Canada's relations with other countries. Its main functions are: to ensure the effective representation of Canada in other countries and in international organizations through close contact, communication and negotiation with other governments and organizations; to evaluate information about political, economic and other developments likely to affect Canada's interests; to give advice to the government, often in consultation with other departments, on the formulation and implementation of policies and programs with international dimensions; to ensure the co-ordination of the external aspects and application of national policies for export trade promotion, defence and security, development assistance, immigration, and cultural and scientific exchanges; to reflect to peoples abroad the bilingual and multi-cultural character of Canadian society; and to provide protection and assistance to Canadian citizens abroad.

In the 1981 and 1982 period, the Department of External Affairs was re-organized and its mandate was expanded. In 1981, the responsibility for the foreign operations of the Immigration Service was transferred to the Department. In 1982, the Department also assumed responsibility for trade policy, trade promotion and foreign trade operations.

ORGANIZATION AND IMPLEMENTATION

The Senior Advisor and Co-ordinator, Access to Information and Privacy (ATIP), reports to the Associate Under-Secretary of State for External Affairs. The Co-ordinator's Office is responsible for the development, co-ordination and implementation of effective policies, guidelines and procedures to manage the Department of External Affairs' compliance with the Access to Information Act and the Privacy Act. The Office also serves as the Department's point of contact for the Registration of Information Collection and Public Opinion Research. In addition, it is responsible for the screening of inactive departmental files prior to their transfer to the National Archives.

The ATIP Office has a complement of four officers and three support staff, all of whom are dedicated to ATIP and related functions on a full-time basis. All requests to the Department of External Affairs under the Access to Information and Privacy Acts submitted within Canada or at Canadian missions abroad are replied to by the Office of the Co-ordinator in Ottawa. On occasion, the processing of a request entails retrieving requested records or obtaining information from missions abroad, a process which can take a number of weeks.

The Canadian Government holds records and information received in confidence from foreign governments. As a result, the Office is responsible for consultations with foreign governments. Such consultations are normally undertaken through posts abroad and are usually completed in six to eight weeks. Also, other federal government institutions are encouraged to solicit the assistance of External Affairs in determining the extent to which documents were obtained in confidence and the extent to which disclosure of information would prejudice international affairs. Third party consultations are undertaken on a regular basis, as the Department collects an appreciable amount of commercial information from companies operating abroad or dealing with foreign governments. Requests by foreign governments regarding the declassification and disclosure of Canadian documents are also processed by the Office.

Steps are being taken to implement some of the recommendations contained in a 1988 study by the Bureau of Management Consulting relating to an improved database and a more comprehensive tracking, retrieval and control system covering all External Affairs ATIP operations.

PART I - ACCESS TO INFORMATION

STATISTICAL REPORT - INTERPRETATION/EXPLANATION

During fiscal year 1988-89, the Department of External Affairs received 257 requests pursuant to the Access to Information Act. Sixty requests were carried over from the previous reporting year. Of these 317 requests, 264 were completed during the period under review. (This represents an increase of over 30% in comparison with 1987-88.) The complexity of the requests and the voluminous records processed in response to these applications required time extensions on most.

The disposition of the completed requests is as follows:

All disclosed	74
Disclosed in part	108
Nothing disclosed (exempt)	3
Nothing disclosed (excluded)	1
Transferred	9
Unable to process	26
Abandoned	35
Treated informally	8
TOTAL	<u>264</u>

Requests in the "abandoned" category generally relate to no application or other fee being paid. While the statistical reports do not reflect the time-consuming activities related to the processing of consultation requests, the Department did receive 185 such requests from other departments involving the review of 15,000 pages of material.

In terms of percentages, the breakdown of requestors is as follows:

Media	27%
Academic	2%
Business	25%
Organization	8%
Public	38%

While it is extremely difficult to accurately track costs, the Treasury Board overall estimate of \$2,800 per request would seem to be quite accurate for External Affairs. Accordingly, costs for this department in completing 264 requests can be estimated at \$839,200.

Please refer to Annex A for the complete statistical report.

READING ROOM

A reading room is available in the public access area of the Department's headquarters adjacent to the ATIP Office. Current departmental manuals are available for review by members of the public. During the year, a number of individuals opted to visit the reading room to examine releasable material rather than pay the related photocopying fees.

FORMAL/INFORMAL INTERFACE

Since the Act is intended to complement, rather than replace, existing procedures for access to government information, informal requests can be addressed to the ATIP Office, as well as to bureaux within the Department, the Media Relations Office, the Library or to missions abroad.

Although only formal requests are processed by the ATIP Office, the departmental Co-ordinator for Access to Information and Privacy also devotes considerable time to consultation with the program bureaux concerned to ensure that their replies to informal enquiries are consistent with the requirements of both Acts.

DESIGNATION ORDER

There is no change since the last report. Attached as Annex B is the current list of officials, by title, who have been designated by the Secretary of State for External Affairs to exercise his powers under the Act.

PART II - P R I V A C Y

STATISTICAL REPORT - INTERPRETATION/EXPLANATION

During the period under review, 47 privacy requests were received by the Department. Eight requests were carried over from the previous reporting year. Of these 55, 48 were completed during the reporting year, and processed as follows:

All disclosed	13
Disclosed in part	10
Nothing disclosed (exempt)	9
Unable to process	11
Abandoned	1
Transferred	<u>4</u>
TOTAL	48

It was not possible to process six of the requests under 60 days. A number of these requests involved the retrieval of records from Canadian missions abroad.

As Senior Advisor on Privacy for the Department, the Co-ordinator dealt with a number of important and sensitive policy issues, including the handling and protection of personal information on employee files. A series of briefings on Access to Information and Privacy initiated in 1987 was continued. The briefing program was specifically directed towards new Heads of Mission, new directors and individuals from the assignment divisions in the Personnel Branch. As a result of these regular briefings, awareness of the requirements of the Privacy Act has increased to the point where the Office is consulted on a daily basis in relation to the release of information concerning individuals. Informal requests for personal information from the Department's information banks were also handled in the Co-ordinator's Office.

Expenses generally relate to personnel costs. With more knowledge throughout the Department at home and at missions abroad, Privacy questions were frequently raised which at times had major policy implications for the Department. The declared costs figure of \$142,000 given in Annex C can only be an estimate of departmental resources devoted to Privacy questions.

FORMAL/INFORMAL INTERFACE

There is no change since last year's report. Employees of the Department continue to be able to access personnel files on an informal basis. The volume of such informal requests is generally equal to, if not greater than, the number of formal requests received.

DESIGNATION ORDER

There is no change since the last report. Attached as Annex D is the current list of officials, by title, who have been designated by the Minister to exercise his powers under the Act.

DISCLOSURES UNDER 8(2)(E)

One hundred and seven requests for disclosure under 8(2)(e) of the Privacy Act were received by the Department from investigative bodies. Such requests are complied with provided they are submitted in writing and meet Treasury Board requirements.

USE AND DISCLOSURE

As the Department of External Affairs controls only a limited number of Personal Information Banks, the implementation of the Use and Disclosure code with respect to personal information has not been a problem. All banks and classes of personal information are reviewed annually as part of the process of producing departmental contributions to the Personal Information Index and Bulletin.

AUDITS

No audits were conducted by the Privacy Commissioner during the period under review.

ANNEX A

Government of Canada / Gouvernement du Canada

REPORT ON THE ACCESS TO INFORMATION ACT / RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

Institution Department of External Affairs	Reporting period / Période visée par le rapport April 1, 1988 - March 31, 1989
---	---

Source	Media / Médias 72	Academics / Secteur universitaire 5	Business / Secteur commerciale 67	Organization / Organisme 20	Public 100
--------	----------------------	--	--------------------------------------	--------------------------------	---------------

I Requests under the Access to Information Act / Demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

Received during reporting period / Reçues pendant la période visée par le rapport	257
Outstanding from previous period / En suspens depuis la période antérieure	60
TOTAL	317
Completed during reporting period / Traitées pendant la période visée par le rapport	264
Carried forward / Reportées	53

II Disposition of requests completed / Dispositions prises à l'égard des demandes traitées

1. All disclosed / Communication totale	74	6. Unable to process / Traitement impossible	26
2. Disclosed in part / Communication partielle	108	7. Abandoned by applicant / Abandon de la demande	35
3. Nothing disclosed (excluded) / Aucune communication (exclusion)	1	8. Treated informally / Traitement non officiel	8
4. Nothing disclosed (exempt) / Aucune communication (exemption)	3	TOTAL	264
5. Transferred / Transmission	9		

III Exemptions invoked / Exceptions invoquées

S. Art. 13 (1) (a)	34	S. Art. 16 (1) (a)	2	S. Art. 18 (b)	1	S. Art. 21 (1) (a)	44
(b)	7	(b)		(c)		(b)	37
(c)	2	(c)	3	(d)	2	(c)	20
(d)	1	(d)		S. Par. 19 (1)	74	(d)	2
S. A. 14	7	S. Par. 16 (2)	1	S. Art. 20 (1) (a)	4	S. A. 22	
S. A. 15 (1) International rel. / Relations inter.	74	S. Par. 16 (3)		(b)	11	S. A. 23	10
Defence / Défense		S. A. 17	2	(c)	12	S. A. 24	
Subversive activities / Activités subversives		S. Art. 18 (a)	2	(d)	10	S. A. 26	

IV Exclusions cited / Exclusions citées

S. Art. 68 (a)		S. Art. 69 (1) (c)	11
(b)		(d)	7
(c)		(e)	11
S. Art. 69 (1) (a)	19	(f)	1
(b)		(g)	16

V Completion time / Délai de traitement

30 days or under / 30 jours ou moins	110
31 to 60 days / De 31 à 60 jours	54
61 to 120 days / De 61 à 120 jours	33
121 days or over / 121 jours ou plus	67

VI Extensions / Prorogations

	30 days or under / 30 jours ou moins	31 days or over / 31 jours ou plus
Searching / Recherche	6	2
Consultation	37	32
Third party / Tiers		
TOTAL	43	34

VII Translations / Traductions

Translations requested / Traductions demandées	
Translations prepared / Traductions préparées	English to French / De l'anglais au français
	French to English / Du français à l'anglais

VIII Method of access / Méthode de consultation

Copies given / Copies de l'original	187
Examination / Examen de l'original	2
Copies and examination / Copies et examen	

IX Fees / Frais

Net fees collected / Frais net perçus	
Application fees / Frais de demande	1245
Reproduction	1102.60
Searching / Recherche	
TOTAL	2347.60
Fees waived / Frais auxquels on renonce	No. of times / Nombre de fois
\$25.00 or under / \$25.00 ou moins	\$
Over \$25.00 / De plus de \$25.00	\$

X Costs / Coûts

Financial (all reasons) / Financiers (raisons)	
Salary / Traitement	\$709,000
Administration (O and M) / Administration (fonctionnement et maintien)	\$130,000
TOTAL	\$839,000
Person year utilization (all reasons) / Années-personnes utilisées (raisons)	
Person year (decimal format) / Années-personnes (nombre décimal)	.

* This represents estimated salary expenditures of members of the ATIP unit plus those portions of salaries of officials throughout the department spent on Access to Information questions.

The Rt. Hon. Joe Clark, P. C., M. P.
Secretary of State for External Affairs



Le très hon. Joe Clark, C. P., député
Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures

Canada

OTTAWA, Ontario
K1A 0G2

Access to Information Act Designation Order

The Secretary of State for External Affairs pursuant to section 73 of the Access to Information Act, hereby designates the persons holding the positions set out in the schedule hereto, or the persons occupying on an acting basis those positions, to exercise the powers and perform the duties and functions of the Secretary of State for External Affairs as the head of a government institution under the Act. This designation replaces the designation dated November 7, 1984.

SCHEDULE

Position

1. Associate Under-Secretary of State for External Affairs
2. Deputy Minister for International Trade
3. Assistant Deputy Minister for Political and International Security Affairs
4. Co-ordinator for Access to Information and Privacy

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Joe Clark".

DATE June 19, 1986



REPORT ON THE PRIVACY ACT
RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR LA PROTECTION
DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Institution Department of External Affairs	Reporting period / Période visée par le rapport April 1, 1988 to March 31, 1989
---	--

I Requests under the Privacy Act / Demandes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

Received during reporting period / Reçues pendant la période visée par le rapport	47
Outstanding from previous period / En suspens depuis la période antérieure	8
TOTAL	55
Completed during reporting period / Traitées pendant la période visée par le rapport	48
Carried forward / Reportées	7

II Disposition of requests completed / Dispositions prises à l'égard des demandes traitées

1. All disclosed / Communication totale	13
2. Disclosed in part / Communication partielle	10
3. Nothing disclosed (excluded) / Aucune communication (exclusion)	
4. Nothing disclosed (exempt) / Aucune communication (exemption)	9
5. Unable to process / Traitement impossible	11
6. Abandoned by applicant / Abandon de la demande	1
7. Transferred / Transmission	4
TOTAL	48

III Exemptions invoked / Exemptions invoquées

S. Par. 18 (2)	
S. Art. 19 (1) (a)	1
(b)	
(c)	
(d)	
S. Art. 20	
S. Art. 21	9
S. Art. 22 (1) (a)	10
(b)	4
(c)	
S. Par. 22 (2)	
S. Art. 23 (a)	
(b)	
S. Art. 24	
S. Art. 25	
S. Art. 26	8
S. Art. 27	1
S. Art. 28	

IV Exclusions cited / Exclusions citées

S. Art. 69 (1) (a)	
(b)	
S. Art. 70 (1) (a)	
(b)	
(c)	
(d)	
(e)	
(f)	

V Completion time / Délai de traitement

30 days or under / 30 jours ou moins	30
31 to 60 days / De 31 à 60 jours	12
61 to 120 days / De 61 à 120 jours	2
121 days or over / 121 jours ou plus	4

VI Extensions / Prorogations des délais

	30 days or under / 30 jours ou moins	31 days or over / 31 jours ou plus
Interference with operations / Interruption des opérations		
Consultation	1	
Translation / Traduction		
TOTAL		

VII Translations / Traductions

Translations requested / Traductions demandées	
Translations prepared / Traductions préparées	English to French / De l'anglais au français
	French to English / Du français à l'anglais

VIII Method of access / Méthode de consultation

Copies given / Copies de l'original	22
Examination / Examen de l'original	
Copies and examination / Copies et examen	1

IX Corrections and notation / Corrections et mention

Corrections requested / Corrections demandées	
Corrections made / Corrections effectuées	
Notation attached / Mention annexée	

X Costs / Coûts

Financial (all reasons) / Financiers (raisons)	
Salary / Traitement	\$130,000
Administration (O and M) / Administration (fonctionnement et maintien)	\$12,000
TOTAL	\$142,000
Person year utilization (all reasons) / Années-personnes utilisées (raisons)	
Person year (decimal format) / Années-personnes (nombre décimal)	.

The Rt. Hon. Joe Clark, P.C., M.P.
Secretary of State for External Affairs



Canada

ANNEX D

Le très hon. Joe Clark, C.P., député
Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures

OTTAWA, Ontario
K1A 0G2

Privacy Act Designation Order

The Secretary of State for External Affairs pursuant to section 73 of the Privacy Act, hereby designates the persons holding the positions set out in the schedule hereto, or the persons occupying on an acting basis those positions, to exercise the powers and perform the duties and functions of the Secretary of State for External Affairs as the head of a government institution under the sections of the Act set out in the schedule opposite each position. This designation replaces the designation dated November 7, 1984.

SCHEDULE

<u>Position</u>	<u>Section(s) of Privacy Act</u>
1. Associate Under-Secretary of State for External Affairs	All sections
2. Deputy Minister for International Trade	All sections
3. Assistant Deputy Minister for Political and International Security Affairs	All sections
4. Co-ordinator for Access to Information and Privacy	All sections
5. Heads of post or missions	Paragraph 8(2)(m)

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'J. Clark'.

DATE June 19, 1986

Access to Information Act
annual report

